

Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans le cadre de sa mission visée à l'article 64, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, à savoir entre autres l'organisation d'une politique d'accueil et de prise en charge des personnes qui, venant de Flandre, sont venues s'installer dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et d'une politique d'information à l'égard des habitants de cette région qui ont demandé l'usage du néerlandais dans leurs rapports avec les autorités de la commune de leur résidence, la Commission communautaire flamande de la Région de Bruxelles-Capitale est autorisée à accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 5^o et 9^o, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, aux fins énumérées ci-après et dans les limites fixées à l'alinéa 2 :

1^o pour communiquer des informations sur les instances politiques flamandes de Bruxelles au niveau régional et communal, ainsi que sur les institutions flamandes qui dépendent de la Commission communautaire flamande;

2^o pour expédier des publications relatives à son propre fonctionnement.

L'accès visé à l'alinéa 1^{er} est réservé aux agents de la Commission communautaire flamande désignés nommément et par écrit à cette fin par le président du Collège de la Commission communautaire flamande, en raison de la fonction qu'ils exercent et dans les limites de leurs compétences légales et réglementaires.

Art. 2. Les informations obtenues en application de l'article 1^{er} ne peuvent être utilisées qu'aux fins mentionnées dans cet article. Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers pour l'application de l'alinéa 1^{er} :

1^o les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations ou leurs représentants légaux;

2^o les autorités publiques et organismes qui ont eux-mêmes reçu l'autorisation visée à l'article 5 de la loi précitée du 8 août 1983, pour les informations qui peuvent leur être communiquées en vertu de leur désignation et dans le cadre des relations qu'ils entretiennent avec la Commission communautaire flamande aux fins visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires.

Art. 3. La liste des agents désignés conformément à l'article 1^{er}, alinéa 2, avec l'indication de leur fonction et de leur grade, est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 4. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het kader van zijn opdracht zoals bedoeld bij artikel 64, § 1, tweede lid, 4^o, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen, met name onder andere het organiseren van een onthaal- en opvangbeleid van de personen die zich vanuit Vlaanderen zijn komen vestigen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en van een informatiebeleid ten aanzien van de inwoners van dit Gewest die het gebruik van het Nederlands hebben gevraagd in hun betrekkingen met de gemeentelijke overheden van hun hoofdverblijfplaats, wordt aan de Vlaamse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest machtiging verleend om toegang te hebben tot de informatiegegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1^o, 2^o, 3^o, 5^o en 9^o van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen voor de hierna bepaalde doeleinden en binnen de in het tweede lid bepaalde perken :

1^o om informatie mede te delen over de Vlaams-Brusselse beleidsinstanties op gewestelijk en gemeentelijk niveau, alsmede over de Vlaamse instellingen die van de Vlaamse Gemeenschapscommissie afhangen;

2^o om publicaties te verzenden betreffende de eigen werking.

De in het eerste lid bedoelde toegang is voorbehouden aan de personeelsleden van de Vlaamse Gemeenschapscommissie die daartoe schriftelijk en bij name worden aangewezen door de voorzitter van het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie, op grond van het ambt dat zij uitoefenen en binnen de perken van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden.

Art. 2. De met toepassing van artikel 1 verkregen informatiegegevens mogen enkel voor de in dit artikel vermelde doeleinden worden gebruikt. Zij mogen niet worden medegedeeld aan derden.

Worden niet als derden beschouwd voor de toepassing van het eerste lid :

1^o de natuurlijke personen waarop die informatiegegevens betrekking hebben, of hun wettelijke vertegenwoordigers;

2^o de openbare overheden en instellingen die zelf de in artikel 5 van de voornoemde wet van 8 augustus 1983 bedoelde machtiging hebben gekregen, voor de informatiegegevens die hun mogen worden medegedeeld krachtens hun aanwijzing en in het kader van de betrekkingen die zij in de uitoefening van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden met de Vlaamse Gemeenschapscommissie onderhouden voor de in artikel 1, eerste lid, bedoelde doeleinden.

Art. 3. De lijst van de overeenkomstig artikel 1, tweede lid, aangegeven personeelsleden, met vermelding van hun ambt en hun graad, wordt jaarlijks opgemaakt en volgens dezelfde periodiciteit aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer toegestuurd.

Art. 4. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, notamment l'article 50, modifié par la loi du 9 décembre 1994;

Vu la loi du 9 décembre 1994 portant modification de certaines dispositions relatives à la gendarmerie et au statut de son personnel, notamment l'article 62;

Vu l'arrêté royal du 10 août 1978 relatif aux grades et à l'avancement des sous-officiers du corps opérationnel de la gendarmerie, modifié par l'arrêté royal du 8 octobre 1998;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} avril 1996 relatif à l'avancement au grade d'adjutant de gendarmerie, notamment l'article 11;

Vu le protocole n° 59/1 du 11 août 1998 du comité de négociation du personnel de la gendarmerie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier — *Modifications à l'arrêté royal du 10 août 1978 relatif aux grades et à l'avancement des sous-officiers du corps opérationnel de la gendarmerie*

Article 1^{er}. Un article 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre III de l'arrêté royal du 10 août 1978 relatif aux grades et à l'avancement des sous-officiers du corps opérationnel de la gendarmerie, modifié par l'arrêté royal du 8 octobre 1998 :

« Article 6bis. Les dispositions de ce chapitre ne sont pas applicables à l'avancement aux grades de sous-officier supérieur, à l'exception de l'article 11, § 2, 2° et 3°. ».

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté royal du 1^{er} avril 1996 relatif à l'avancement au grade d'adjutant de gendarmerie*

Art. 2. A l'article 9, § 3, de l'arrêté royal du 1^{er} avril 1996 relatif à l'avancement au grade d'adjutant de gendarmerie, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les 1° à 3° inclus, sont remplacés par la disposition suivante :

« 1° les caractéristiques personnelles;

2° les capacités professionnelles;

3° les prestations;

4° le potentiel. »;

2° à l'alinéa 4, 1°, les mots « "très bon", "bon", "suffisant", "insuffisant" et "mauvais" » sont remplacés par les mots « "excellente", "très bonne", "bonne", "à améliorer" ou "mauvaise" ».

CHAPITRE III. — *Dispositions finales et transitoires*

Art. 3. § 1^{er}. Sous réserve du § 2, les articles 40, 1°, et 41 de la loi du 9 décembre 1994 portant modification de certaines dispositions relatives à la gendarmerie et au statut de son personnel, entrent en vigueur le même jour que le présent arrêté.

§ 2. Les membres du personnel de la gendarmerie qui ont réussi l'examen de maturité sous l'empire de l'article 50 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie avant la modification de cet article par la loi du 9 décembre 1994, continuent à être promus à l'ancienneté au grade d'adjutant-chef en application de l'article 46 de la même loi, dans sa lecture avant l'entrée en vigueur de cet arrêté. A ces avancements restent applicables les dispositions du chapitre III de l'arrêté royal du 10 août 1978 relatif aux grades et à l'avancement des sous-officiers du corps opérationnel de la gendarmerie et de l'arrêté ministériel du 10 août 1978 relatif à la procédure d'avancement des sous-officiers du corps opérationnel de la gendarmerie, dans leur lecture avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'ancienneté visée au premier alinéa est fixée à maximum quatorze ans.

Les membres du personnel visés au premier alinéa peuvent cependant être promus plus rapidement au grade d'adjutant-chef s'ils sont, en application des articles 46 et 46bis de cette même loi, tels que respectivement modifié et inséré en application du § 1^{er}, désignés pour un emploi d'adjutant-chef.

Art. 4. Les membres du personnel qui ont obtenu, en application de l'arrêté royal du 1^{er} avril 1996 relatif à l'avancement au grade d'adjutant de gendarmerie, le brevet de sous-officier supérieur, et qui,

Gelet op de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, inzonderheid op artikel 50, gewijzigd bij de wet van 9 december 1994;

Gelet op de wet van 9 december 1994 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de rijkswacht en het statuut van haar personeel, inzonderheid op artikel 62;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 augustus 1978 betreffende de graden en de bevordering van de onderofficieren van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 april 1996 betreffende de bevordering tot de graad van adjudant bij de rijkswacht, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het protocol nr. 59/1 van 11 augustus 1998 van het onderhandelingscomité van het rijkswachtpersoneel;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit van 10 augustus 1978 betreffende de graden en de bevordering van de onderofficieren van het operationeel korps van de rijkswacht*

Artikel 1. Een artikel 6bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 10 augustus 1978 betreffende de graden en de bevordering van de onderofficieren van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1998 :

« Artikel 6bis. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn niet toepasselijk op de bevorderingen tot de graden van hoofdonderofficier, met uitzondering van artikel 11, § 2, 2° en 3°. ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit van 1 april 1996 betreffende de bevordering tot de graad van adjudant bij de rijkswacht*

Art. 2. In artikel 9, § 3, van het koninklijk besluit van 1 april 1996 betreffende de bevordering tot de graad van adjudant bij de rijkswacht, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden 1° tot en met 3° vervangen door de volgende bepaling :

« 1° de persoonlijkheidskenmerken;

2° de professionele bekwaamheden;

3° de prestaties;

4° het potentieel. »;

2° in het vierde lid, 1°, worden de woorden « "zeer goed", "goed", "voldoende", "onvoldoende" en "slecht" » vervangen door de woorden « "uitstekend", "zeer goed", "goed", "te verbeteren" of "slecht" ».

HOOFDSTUK III. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 3. § 1. Onder voorbehoud van § 2, treden de artikelen 40, 1°, en 41 van de wet van 9 december 1994 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de rijkswacht en het statuut van haar personeel, in werking op dezelfde dag als dit besluit.

§ 2. De personeelsleden van de rijkswacht die geslaagd zijn voor het maturiteitsexamen onder de gelding van artikel 50 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht vóór de wijziging van dat artikel bij de wet van 9 december 1994, worden verder met toepassing van artikel 46 van dezelfde wet, in zijn lezing vóór de inwerkingtreding van dit besluit, naar anciënniteit bevorderd tot de graad van adjudant-chef. Op deze bevorderingen blijven de bepalingen toepasselijk van hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 10 augustus 1978 betreffende de graden en de bevordering van de onderofficieren van het operationeel korps van de rijkswacht en van het ministerieel besluit van 10 augustus 1978 betreffende de bevorderingsprocedure van de onderofficieren van het operationeel korps van de rijkswacht, in hun lezing vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

De in het eerste lid bedoelde anciënniteit bedraagt maximum veertien jaren.

De in het eerste lid bedoelde personeelsleden kunnen evenwel sneller worden bevorderd tot de graad van adjudant-chef indien zij, met toepassing van de artikelen 46 en 46bis van diezelfde wet, zoals gewijzigd, respectievelijk ingevoegd met toepassing van § 1, worden aangewezen voor een ambt van adjudant-chef.

Art. 4. De personeelsleden die met toepassing van het koninklijk besluit van 1 april 1996 betreffende de bevordering tot de graad van adjudant bij de rijkswacht, het brevet van hoofdonderofficier hebben

à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, étaient déjà désignés à un emploi de commandement, sont considérés être désignés à cet emploi à la date susvisée conformément à l'article 46bis de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie.

Art. 5. Les membres du personnel qui ont obtenu, en application de l'arrêté royal du 1^{er} avril 1996 relatif à l'avancement au grade d'adjudant de gendarmerie, le brevet de sous-officier supérieur, et qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, étaient déjà désignés à un emploi autre qu'un emploi de commandement, peuvent, à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, mettre cet emploi en compétition à condition que, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, il correspond, selon les tableaux organiques, au moins à un grade d'adjudant. Dans le cadre du premier cycle de mutation de 1999, seuls les membres du personnel qui, en application de l'arrêté royal précité du 1^{er} avril 1996, ont obtenu le brevet de sous-officier supérieur avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, peuvent solliciter un tel emploi.

Art. 6. Les membres du personnel qui ont obtenu le brevet de sous-officier supérieur après l'entrée en vigueur du présent arrêté, ne peuvent solliciter d'emploi de sous-officier supérieur qu'à partir du second cycle de mutation de 1999.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Art. 8. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

verworven en die, op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, reeds zijn aangewezen voor een commandoambt, worden geacht voor dat ambt op die datum aangewezen te zijn overeenkomstig artikel 46bis van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht.

Art. 5. De personeelsleden die met toepassing van het koninklijk besluit van 1 april 1996 betreffende de bevordering tot de graad van adjudant bij de rijkswacht, het brevet van hoofdonderofficier hebben verworven en die, op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, reeds zijn aangewezen voor een ander ambt dan een commandoambt, kunnen dat ambt, voor zover dat, op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit, volgens de organieke tabellen overeenstemt met een graad van ten minste adjudant, vanaf de inwerkingtreding van dit besluit in competitie stellen. In het raam van de eerste mutatiecyclus van 1999 kunnen slechts de personeelsleden die met toepassing van het voormelde koninklijk besluit van 1 april 1996 het brevet van hoofdonderofficier hebben verworven vóór de inwerkingtreding van dit besluit, voor een dergelijk ambt kandideren.

Art. 6. De personeelsleden die het brevet van hoofdonderofficier hebben verworven na de inwerkingtreding van dit besluit, mogen slechts voor een ambt van hoofdonderofficier kandideren vanaf de tweede mutatiecyclus 1999.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Art. 8. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

F. 99 — 46

[C - 98/00818]

6 JANVIER 1999. — Arrêté ministériel portant modification à l'arrêté ministériel du 10 août 1978 relatif à la procédure d'avancement des sous-officiers du corps opérationnel de la gendarmerie

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu l'arrêté royal du 10 août 1978 relatif aux grades et à l'avancement des sous-officiers du corps opérationnel de la gendarmerie, modifié par l'arrêté royal du 8 octobre 1998;

Vu l'arrêté ministériel du 10 août 1978 relatif à la procédure d'avancement des sous-officiers du corps opérationnel de la gendarmerie;

Vu le protocole n° 59/1 du 11 août 1998 du comité de négociation du personnel de la gendarmerie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. L'intitulé de l'arrêté ministériel du 10 août 1978 relatif à la procédure d'avancement des sous-officiers du corps opérationnel de la gendarmerie, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté ministériel relatif à la procédure d'avancement des sous-officiers du corps opérationnel de la gendarmerie, à l'exception de l'avancement aux grades de sous-officiers supérieurs ».

Art. 2. A l'article 1^{er} du même arrêté, les mots « sur la candidature des sous-officiers à l'avancement » sont remplacés par les mots « sur la candidature à l'avancement aux grades de sous-officiers, à l'exception de ceux de sous-officier supérieur ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Bruxelles, le 6 janvier 1999.

L. VAN DEN BOSSCHE

N. 99 — 46

[C - 98/00818]

6 JANUARI 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 10 augustus 1978 betreffende de bevorderingsprocedure van de onderofficieren van het operationeel korps van de rijkswacht

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op het koninklijk besluit van 10 augustus 1978 betreffende de graden en de bevordering van de onderofficieren van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1998;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 augustus 1978 betreffende de bevorderingsprocedure van de onderofficieren van het operationeel korps van de rijkswacht;

Gelet op het protocol nr. 59/1 van 11 augustus 1998 van het onderhandelingscomité van het rijkswachtpersoneel;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Het opschrift van het ministerieel besluit van 10 augustus 1978 betreffende de bevorderingsprocedure van de onderofficieren van het operationeel korps van de rijkswacht, wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Ministerieel besluit betreffende de bevorderingsprocedure van de onderofficieren van het operationeel korps van de rijkswacht, met uitzondering van de bevordering tot de graden van hoofdonderofficier ».

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de woorden « over de kandidatuur van onderofficieren voor bevordering uitbrengen » vervangen door de woorden « uitbrengen over de kandidatuur voor bevordering tot de graden van onderofficier, met uitzondering van die van hoofdonderofficier ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Brussel, 6 januari 1999.

L. VAN DEN BOSSCHE